

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2294>



Pascal Besuelle : solidarité avec les migrants

- FSU - CDFN - CDFN 2016-2017 - CDFN Janvier 2017 -



Date de mise en ligne : vendredi 20 janvier 2017

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

L'évacuation de la jungle de Calais a été présentée par le pouvoir comme l'apogée d'une politique migratoire marquée du double sceau de la fermeté et de l'humanité.

Pour la fermeté on a bien vu les rangers et le tri indigne, au facies, entre mineurs et majeurs présumés.

En guise d'humanité, les exilés ont eu le droit à la honteuse trahison des promesses faites par le ministre de l'intérieur de l'époque.

C'est le cas de la promesse d'un gel de l'application de la convention de Dublin puisqu'on expulse vers d'autres pays européens à partir des CAO. C'est le cas aussi de la promesse d'un accès au territoire britannique pour les mineurs y disposant d'une famille puisque seuls 400 transferts sur 2000 ont été effectués.

A cela s'ajoutent les violences policières à l'encontre des exilés vivant dans la rue et la remise au goût du jour par les parquets du délit de solidarité.

Rien moins que 10 militants inquiétés pour le seul département des Alpes Maritimes, qui prouvent au milieu de dizaines d'autres en France que la réforme de décembre 2012 présentée comme une suppression dudit délit n'était au mieux qu'un vaste enfumage.

Tout cela ressemble furieusement à une fuite en avant de fin de mandat et à une capitulation devant les éruptions de l'extrême droite et de la droite dure. Cette fuite en avant se caractérise aussi par des violences policières dans les quartiers populaires sur fond d'hystérisation sécuritaire et d'état d'urgence maintenu sans fin.

Un appel à mobilisation le 19 mars prochain fait la synthèse de ces dégradations et offre un cadre de réaction à celles-ci puisque cet appel décline aussi bien son soutien à l'exigence de vérité portée par les familles des victimes de violences policières que la dénonciation de la banalisation des actes et propos racistes ou encore la lutte contre les mesures liberticides de l'EU et enfin la lutte pour un accueil digne des migrants.

La FSU sollicitée doit signer cet appel à manifester le 19 mars comme elle doit signer maintenant le manifeste dit des délinquants solidaires pour que cesse cette menace permanente sur les citoyens s'engageant dans une solidarité élémentaire avec les migrants.